

La force de L'ONU au Rwanda veut du matériel

Reuters, 17 mai 1994

NAIROBI, 17 mai, Reuter - La force de l'Onu au Rwanda a réclamé mardi des avions, des véhicules blindés et des camions pour déployer les renforts promis par le Conseil de sécurité.

Des responsables ont déclaré que les 5.500 soldats supplémentaires annoncés par l'Onu n'interviendraient pas dans le conflit entre forces gouvernementales et rebelles. Ils ont ajouté qu'un cessez-le-feu était indispensable pour pouvoir mettre un terme au génocide contre la minorité tutsie.

“Nous nous félicitons de la décision du Conseil de sécurité sur le renforcement des troupes à Kigali”, a dit Abdul Kabia, porte-parole de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), dans un entretien téléphonique avec Reuter.

“La principale préoccupation est désormais d'obtenir que certains pays offrent des avions. Nous avons besoin de véhicules de transport de troupes blindés et d'autres véhicules”.

Les Etats-Unis ont proposé leur aide pour acheminer des casques bleus dans ce petit Etat enclavé d'Afrique centrale.

Le Conseil de sécurité a ordonné l'envoi immédiat de 150 observateurs militaires et de 500 soldats, essentiellement dans la capitale où les combats font rage depuis l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, un Hutu, le 6 avril dernier.

Selon des organisations humanitaires, les massacres ont fait jusqu'à 500.000 victimes dans ce pays de 7,5 millions d'habitants. Les Hutus ont utilisé toutes sortes d'armes, notamment des machettes, contre les Tutsis.

— 800 Ghanéens attendus —

L'Onu a retiré au début des violences ethniques la majeure partie des 2.500 casques qui avaient envoyés l'an dernier au Rwanda pour faciliter la mise en oeuvre d'un accord de paix. Environ 470 hommes sont toujours stationnés dans le pays.

Abdul Kabia a déclaré que la Minuar espérait la venue d'un bataillon ghanéen, fort de 800 soldats, d'ici une semaine si le problème du transport est réglé et s'ils ont des blindés.

Les Etats-Unis voulaient au départ que les casques bleus soient déployés aux frontières pour éviter les affrontements de Kigali. Le ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes, a dit à son tour mardi que cette force devait commencer par créer des “zones de sécurité” pour les réfugiés aux frontières.

“Je continue de croire, même avec ce mandat, que la priorité doit être accordée aux zones de sécurité près de la frontière avec la Tanzanie et le Burundi afin de protéger les réfugiés”, a-t-il dit à la RTBF en précisant en avoir discuté avec le secrétaire général de l’Onu, Boutros Boutros-Ghali.

Mais l’Onu prévoit l’ouverture urgente de l’aéroport de Kigali pour permettre la distribution d’aide à l’intérieur.

“Notre priorité est de garantir la sécurité de l’aéroport. Nous voulons également un déploiement rapide pour mettre fin aux atrocités. La nouvelle résolution (...) nous donne les moyens de riposter contre ceux qui se livrent au génocide. Elle nous permet de ne pas rester inerte en laissant les atrocités se poursuivre”, a expliqué le porte-parole de la Minuar.

Il a ajouté que les renforts de l’Onu devraient assurer la protection des milliers de réfugiés rassemblés dans des camps et dans des églises à Kigali et d’organiser des patrouilles.

— “Arrêt du génocide” —

Abdul Kabia a précisé que les forces gouvernementales et le Front patriotique du Rwanda (FPR) avaient promis de laisser les forces de l’Onu évacuer les réfugiés. Il a dit espérer que les nouvelles troupes permettraient de repousser les miliciens.

“La nouvelle force de l’Onu ne sera pas là pour participer à la guerre. Les factions rivales sont des forces conventionnelles très bien armées (...) Nous préférons la persuasion à l’intervention. Nous sommes ici pour aider les Rwandais à rétablir l’ordre et la loi et à protéger ceux qui ont besoin de l’être. Nous voulons mettre fin aux tueries”, a-t-il dit.

Il a souligné que l’arrêt des combats déboucherait sur “l’arrêt du génocide”. “Je ne pense pas que les miliciens continueront alors à se pavaner dans les rues comme actuellement”, a-t-il ajouté en souhaitant une “force crédible”.

Les combats se poursuivent en peu partout dans le pays. Selon des voyageurs revenant du sud du pays, les rebelles du FPR se rapprochent à grands pas de Gitarama, où le gouvernement intérimaire mis en place en avril s’est réfugié.

A Genève, le Haut Commissariat de l’Onu pour les réfugiés (HCR) a annoncé avoir reçu pour la première fois des informations faisant état de massacres et de tortures commis par les rebelles. “Des interviews réalisées dans des dizaines d’endroits au Rwanda indiquent que les soldats du FPR tuent et torturent des Rwandais avant de jeter leurs cadavres dans le fleuve Kagera qui sépare la Tanzanie et le Rwanda”, a dit un porte-parole, Rupert Colville, lors d’une conférence de presse en précisant que les rebelles avaient démenti ces informations.

Des responsables de l’Onu ont expliqué que le FPR se présentait jusqu’à présent comme une force disciplinée dans le chaos rwandais. /WEM

(c) Reuters Limited 1994